

Au Burundi, un forum pour faire revenir les investisseurs

RFI, 13-07-2017 Au Burundi s'est achevée, ce mercredi, la première édition du rendez-vous «Business & leadership». Deux jours de rencontres dans l'objectif de promouvoir l'investissement dans le pays alors que le Burundi traverse une grave crise politique depuis la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat au printemps 2015.

Sous l'effet conjugué des sanctions internationales, de la suspension de l'aide budgétaire occidentale et de l'exil massif des populations, l'économie du pays s'est effondrée et le Burundi se retrouve parmi les pays les plus pauvres du monde en termes de PIB par habitant. Pour remédier à cette situation, l'Agence burundaise de promotion des investissements, en partenariat avec la Chambre de commerce, tente de changer l'image du pays et de faire revenir les investisseurs. Pour les organisateurs, le pari est réussi puisque les représentants de deux agences américaines sont venus à Bujumbura. Mines, tourisme, transport, infrastructures, tous les secteurs ont besoin d'argent, mais c'est l'agriculture qui est prioritaire, selon Esaïe Ntidendereza, de l'Agence gouvernementale de promotion des investissements : « Le Burundi est un pays agricole, 90% des Burundais sont des agriculteurs. Aujourd'hui, on a besoin de la mécanisation, on a besoin de l'irrigation, on a besoin des engrais... » Les exportations burundaises reposent essentiellement sur le thé et le café dont les cours ont fortement chuté ces derniers temps. A cette situation s'ajoutent les effets de la crise politique, du manque de devises et de la pénurie de carburant. Pour Faustin Ndikumana, de l'ONG Parcem, le retour des investisseurs nécessite un climat politique plus serein : « Le préalable d'abord c'est d'assainir la situation politique. Et après penser à l'assainissement macroéconomique et disons la bonne planification. Le reste c'est justement d'investir dans cette lutte contre la corruption ». Selon les Nations unies, le flux d'investissements directs étrangers au Burundi qui s'élevaient à 47 millions de dollars en 2014 est tombé en 2016 à 100 000 dollars.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});